

L'Ukraine sous fortes pressions internationales

mercredi 18 décembre 2013, par [SAMARY Catherine](#) (Date de rédaction antérieure : 17 décembre 2013).

Depuis le refus du président Ianoukovitch de signer l'Acte d'Association avec l'UE, fin novembre les soutiens directs apportés par les diplomaties occidentales à l'opposition se sont multipliés, espérant que les protestataires obtiendront par la rue ce que le parlement a refusé le 3 décembre – un désaveu du choix présidentiel. A la veille d'une rencontre programmée avec Poutine, les négociations avec l'UE comme au plan intérieur sont interrompues.

Les soutiens directs apportés par les Etats-Unis et l'UE sont explicites, alors qu'est dénoncée la pression de Moscou sur l'Ukraine : les ministres des Affaires étrangères de Pologne et de Suède – les deux pays qui sont à l'initiative du Partenariat oriental de l'UE – ont exprimé ensemble leur solidarité aux manifestants ; Alexandre Kwasniewski, membre de la mission de surveillance du Parlement européen leur a ouvertement conseillé d'accentuer la pression sur le pouvoir ukrainien ; le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle est allé à Kiev rencontrer deux chefs de l'opposition ukrainienne avant de se mêler aux manifestants ; des députés de l'opposition ont été reçus le 11 décembre à Strasbourg.

De son côté, la secrétaire d'Etat américaine aux Affaires européennes et asiatiques, Victoria Nuland a affirmé que les Etats-Unis étaient « *avec le peuple ukrainien, qui voit son avenir dans l'Europe* » – et les Etats-Unis menacent l'Ukraine de “*sanctions*” alors que le 15 décembre, le sénateur républicain John McCain et le sénateur démocrate Christopher Murphy ont lancés aux es 200 000 manifestants de la Place de l'Indépendance : « *L'Amérique est avec vous !* ».

Equilibres instables

Le président ukrainien a répondu en jouant sur tous les tableaux. D'un côté, il réaffirme la nécessité pour l'ensemble du pays, d'accords sur les deux fronts ; au bord d'une cessation de paiement – et alors que la Russie lui offre un prêt et des baisses de tarifs immédiats –, il estime qu'une rupture avec Moscou devrait être indemnisée à hauteur de 20 milliards d'euros. De l'autre, le pouvoir a dénoncé les violences commises fin novembre et limogé le secrétaire adjoint du conseil de sécurité nationale et de défense de l'Ukraine ainsi que le chef de la mairie de Kiev, présumés responsables de ces violences ; il a ce faisant proposé la tenue d'une table ronde avec son opposition – non sans démonstration préalable “*musclée*” (avec ordres de modérations) pour tenter de dégager les barricades et les bâtiments occupés.

L'opposition a maintenu ses mots d'ordre en appelant à un nouveau dimanche de mobilisations alors que l'UE annonçait la suspension des négociations. On en saura plus lors de la rencontre prévue à Moscou le 17 décembre. A l'arrière-plan, les oligarches font des calculs, Et les 45 millions d'habitants de ce pays charnière sont écartelés.

Catherine Samary

P.-S.

* Article écrit pour l'hebdomadaire L'Anticapitaliste (France).